



**MEMORANDUM DES ETUDIANTS  
CONGOLAIS DE BELGIQUE  
CONTRE LA GUERRE A L'EST DE LA REPUBLIQUE  
DEMOCRATIQUE DU CONGO**

**En date du samedi 13 décembre 2008**

Les représentants des étudiants Congolais de Belgique ont présenté, lors d'une conférence à Bruxelles, leur mémorandum qui se veut être un manifeste contre la guerre qui gangrène, voici plus de 10 ans, notre cher pays le Congo. De façon plus particulière, ce cri de la jeunesse Congolaise s'insurge contre la rébellion du CNDP de Laurent Nkundabatware. Cependant, les causes de notre colère ne tirent pas seulement leurs origines dans les actes abominables perpétrés par des membres armés rebelles ou pro-gouvernemental, mais également de l'apathie des hauts responsables tant nationaux qu'internationaux face aux atrocités qu'endurent le peuple Congolais. Par ailleurs, il est temps de mettre les véritables coupables de cette tragédie congolaise face à leur responsabilité. Une cour pénale internationale conçue pour les crimes commis en République démocratique du Congo serait-il trop demandé ?

Près de 6 millions de morts depuis le début des hostilités, et aucune solution pragmatique n'a été mis en œuvre pour mettre fin à la guerre d'une part et pour stopper l'exploitation illégale des ressources naturelles du sol congolais d'autre part. Voilà pourquoi nous, étudiants Congolais, vous exhortons, chers responsables politiques du Congo et de la Communauté internationale, à prendre connaissance des recommandations avancées dans le présent mémorandum.

*« La seule chose nécessaire pour que le mal triomphe est l'inactivité des hommes de bien ».* Edmund Burke, homme politique et philosophe.

**Aux autorités congolaises**, nous demandons :

D'une part, d'introduire un jour férié dédié aux 6 millions de Congolais morts à l'est de la RDC, et d'autre part d'introduire dans le programme scolaire en cours d'histoire un chapitre sur la guerre à l'est de la RDC.

**ARGUMENTATION :**

Aucun Congolais de cette génération et des générations ultérieures ne peuvent oublier les millions de civils innocents tombés à cause d'une guerre dont ils ne connurent ni les tenants ni les aboutissants. Leur unique erreur : c'est d'être né Congolais à un endroit envié par la cupidité dévastatrice d'une minorité de barbares ne respectant pas les droits de l'Homme. Ces droits étant piétinés, la perspective d'une paix qui aurait dû permettre à ces paisibles citoyens de vivre librement chez eux en toute sécurité est devenue utopique. Le résultat a fait d'eux les martyrs de tout un peuple qui crie justice. Ce jour férié permettra à tous les Congolais (vieux, jeunes, riches, pauvres, hommes et femmes) de se souvenir d'eux, d'honorer leur mémoire et de transmettre aux générations futures trois mots : plus jamais ça !

De permettre aux étudiants Congolais de toutes les provinces y compris KINSHASA d'organiser des marches et des actions pacifiques contre l'action du CNDP et de l'armée rwandaise à l'est de la RDC.

**ARGUMENTATION :**

Il est du devoir de tous les fils et toutes les filles du pays de se lever contre une insurrection qui menace la souveraineté du territoire congolais au vu et au su de la Communauté internationale. Le respect de ces marches pacifiques par l'Etat constitue la condition sine qua non pour une démocratie digne de ce nom. Sinon, cela ne sert à rien de porter le nom de « République démocratique ». Au début du 21<sup>ème</sup> siècle, il est aberrant pour un étudiant de se demander s'il a le droit d'afficher pacifiquement et publiquement sa désapprobation face à une menace. D'autant plus que cette dernière risque de lui priver ces droits les plus fondamentaux. Dans le contexte actuel du pays, le pouvoir central devrait saisir l'occasion (qui ne se représentera pas souvent) de choisir comme allié des étudiants Congolais de toutes les provinces du pays. La liberté de manifestation est un devoir légitime qui plus est un droit d'autant plus que notre constitution le stipule clairement dans son article 26 du titre II.

*Article 26 du titre II -de la constitution congolaise- :*

*La liberté de manifestation est garantie. Toute manifestation sur les voies publiques ou en plein air, impose aux organisateurs d'informer par écrit l'autorité administrative compétente. Nul ne peut être contraint à prendre part à une manifestation. La loi en fixe les mesures d'application.*

D'entamer une véritable réforme de l'armée

### **ARGUMENTATION :**

**Nous demandons une réforme de l'armée pour ne plus avoir à revivre ce genre d'humiliation en cas d'agression de notre pays. Le point culminant de notre déshonneur fut le vote de l'assemblée nationale qui délibéra sur l'état de fait que notre armée n'était guère en mesure de protéger l'intégrité territoriale du pays, ainsi que de lutter contre la rébellion du CNDP.**

**Cependant en 2005, le général français Pierre Michel Johanna fut envoyé par l'Union Européenne en qualité de chef de la mission pour la réforme du secteur de sécurité en RDC. Ce dernier a fait le point sur sa mission et il en ressort une alarmante constatation : " L'armée congolaise est en proie à une absence criante de leadership, une indiscipline individuelle qui se traduit aujourd'hui non seulement par des exactions (pillages, viols et vols) sur des civils mais surtout par une mauvaise coordination dans la chaîne de commandement. Le manquement est tel qu'il y a des militaires qui échappent au commandement des officiers. Par conséquent, il en résulte des défaites humiliantes, des désertions fréquentes et des pertes énormes en vies humaines.**

Quelle est la priorité pour cette réforme militaire ?

Il y a cinq étapes à respecter pour réformer une armée (basé selon le rapport du général Pierre Michel Johanna) :

1) Améliorer le bien-être des hommes et des femmes qui forment les forces armées du pays. Ils ont droit à un bon salaire payé en temps et en heure faute de quoi de nombreux soldats se livreraient à des scènes de pillages et de violences sur les populations civiles. De plus, le manque de motivation résultera sur des désertions en chaîne.

2) Le deuxième chantier, c'est raffermir le patriotisme et l'éducation des membres des forces armées du pays. Ce n'est pas un travail quantifiable car il s'agit de réformer la mentalité de certains soldats. Ces derniers doivent sentir qu'ils œuvrent sous le drapeau national qu'ils n'ont pas le droit de souiller.

Par ailleurs, il est indispensable de fixer les conditions pour être dans l'armée, ainsi les responsables principalement de recrutement devraient dresser un profil psychologique et un cursus scolaire. Cependant, il existe beaucoup d'illettrés au sein de notre armée dont certains ont des postes relativement élevés, des officiers par exemple. Ce qui n'est pas normal. De plus, il faut des règles pour évoluer dans un système militaire : l'établissement d'un parcours professionnel à effectuer qui va être jalonné par des étapes particulières.

3) Il est impératif de profiter du savoir-faire fourni par des pays alliés de la RDC. C'est-à-dire mettre l'accent sur une formation professionnelle moderne et non pas sur un paternalisme latent qui ne fera que desservir la fierté de ces hommes et femmes prêts à défendre leur patrie.

4) Moderniser les équipements au sens large du terme. En clair, l'armée a besoin d'être fournie en moyens logistiques modernes (véhicules par exemple) et ceux de communication.

5) L'établissement d'un audit opérant avec les services secrets dans le but de connaître la mission de l'unité, les moyens et les équipements dont elle dispose ; les munitions, si elles correspondent avec l'armement qu'elle a ; le personnel, s'il a la qualification requise pour servir dans cette unité avec ses équipements ; son encadrement, s'il est suffisant et pas excessif.

### **La problématique des enfants soldats**

Bien que la réforme de l'armée nationale congolaise soit une nécessité et un impératif politico-militaire. Nous voudrions néanmoins souligner la problématique des enfants soldats et mettre en garde l'Etat congolais face à cette question.

En dix années environs, plus de 30.000 enfants ont été impliqués dans les conflits armés en RDC. Ce qui fait état de la violation de certaines dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant à laquelle la RDC a pleinement souscrit.

Nous reconnaissons qu'il y a eu un effort de la part des autorités congolaises de vouloir s'attaquer à ce phénomène condamnable de son histoire en adoptant notamment des textes juridiques contre les enrôlements d'enfants de moins de 18 ans dans les groupes armés.

Toutefois on constate des lacunes au niveau des outils pour assurer le respect de ces textes.

A l'heure actuelle les enfants de moins de 18 ans continuent d'être enrôlés dans les conflits armés en RDC. En novembre 2007 dernier, le Secrétaire Général de l'ONU, Ban Ki-moon accusait dans un rapport que différents groupes armés dont les Forces armées de la RDC (FARDC), les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) et le CNDP du chef rebelle Laurent Nkundabatware comptaient des enfants soldats dans leurs troupes. D'autre part, le Représentant Adjoint de l'UNICEF estimait ce nombre à environ 3.000 enfants.

Dès lors nous demandons au gouvernement congolais dans sa réforme de l'armée de prendre en considération le phénomène des enfants soldats en veillant :

- A fixer l'âge minimal du recrutement du contingent de l'armée à 18 ans.
- A assurer la démobilisation, la réinsertion, la réintégration sociale des anciens enfants soldats.
- A adopter des textes juridiques qui rendent applicables la convention relative aux droits de l'enfant à laquelle il a souscrit et d'y associer des véritables outils de contraintes pour en assurer le respect.

## **Conclusion**

Tous ces points cruciaux nécessitent certes beaucoup d'argent mais surtout beaucoup de volonté politique de la part du gouvernement congolais ainsi qu'un soutien de la Communauté internationale. Il est impératif que le gouvernement congolais axe la réforme de l'armée parmi ses principales priorités financières de sorte à disposer dans un futur proche d'une armée digne de ce nom. Celle-ci doit être capable de protéger la population Congolaise ainsi que l'intégrité territoriale de la République Démocratique du Congo. Par conséquent, le pays pourra être en mesure de faire face à toute agression avec sûreté et ferveur et éviter l'humiliation que rencontrent les FARDC actuellement.

De veiller à ce que les membres du CNDP, dont la branche armée n'a pas hésité à faire couler le sang des Congolais, ne puissent jamais se présenter comme candidat dans une quelconque élection en RDC d'une part, et d'autre part à ne pas avoir le droit de vote. De plus, ils ne peuvent plus occuper une fonction au sein de l'administration publique.

## **ARGUMENTATION :**

**Le droit et la justice doivent régner dans un Etat démocratique. Quel exemple donnons-nous à nos enfants quand nous acceptons que des hommes armés puissent arriver au pouvoir ? Le peuple est fatigué et désabusé par des promesses non tenues car les élections de 2006 étaient censées être un nouveau départ. Quand le sang d'un Congolais est versé, la justice doit trancher de manière inflexible.**

**Le peuple ne pourra jamais accepter que des membres du CNDP puissent être des potentiels candidats dans une quelconque élection en République Démocratique du Congo. Ils doivent être jugés pour leurs crimes d'autant plus que leur commandant en chef, Laurent Nkundabatware, fait l'objet d'une poursuite judiciaire dans ce sens. De plus, Nous demandons au parlement congolais ainsi qu'au président Kabila la révision des critères d'éligibilité afin d'écarter la candidature de tous les responsables de crimes de guerre ou de crimes contre l'humanité comme Nkundabatware et ses acolytes.**

## À la Communauté Internationale :

Nous sommes dans le regret d'observer qu'aucune condamnation n'a été émise à l'égard du Rwanda pour la violation de l'intégrité territoriale de la RDC. Ce qui ne fut pas le cas pour l'Abkhazie et l'Ossétie du sud : la Communauté internationale s'était levée comme un seul homme pour condamner l'armée russe.

### ARGUMENTATION :

Des initiatives encourageantes ont été entreprises par la Communauté internationale pour promouvoir le développement social, politique et économique de la RDC ainsi que la paix dans la région des Grands Lacs d'où l'organisation des élections démocratiques en 2006 ainsi que la tenue de la conférence sur la sécurité, la paix et le développement des provinces du Nord et Sud Kivu sanctionnée par l'Acte d'engagement de Goma. Malheureusement, les choses s'empirent davantage. La rébellion de Laurent Nkundabatware, parrainée par le Rwanda, se fortifie. Alors que l'Europe et les Etats-Unis ont condamné l'action de la Russie en Abkhazie et en Ossétie du sud, aucun Etat n'a réagi fermement face à la violation de nos frontières à l'est du pays par l'armée rwandaise.

Nous demandons à la Communauté Internationale de fournir un mandat à la Monuc pour désarmer les FDLR (rebelles Hutus) et la LRA (rebelles Ougandais) et de chapeauter des négociations pour qu'ils rentrent chez eux.

### ARGUMENTATION :

Cela fait dix ans que les forces militaires Onusiennes sont dépêchées au Congo pour assurer une mission du maintien de la paix. Chose déplorable, ces forces onusiennes conformément au chapitre VII de la Charte de l'ONU<sup>1</sup> n'ont pas empêché qu'un nombre indéchiffrable de Congolais innocents tombent sous le feu de l'ennemi. Cette charte dit explicitement que «le mandat autorise à utiliser tous les moyens nécessaires, (...) pour dissuader toute tentative de recours à la force(...) et pour la protection des civils sous la menace imminente de violences physiques». Il est, aujourd'hui, impensable pour un pays occidental de se retrouver dans une guerre chapeautée par des pays voisins envieux des richesses de son sous-sol. Pourquoi la situation similaire serait-elle acceptable quand il s'agit d'un pays d'Afrique subsaharienne ?

Si la rébellion de Nkundabatware et le pouvoir central de Paul Kagamé avaient pris fait et cause pour une minorité tutsi (immigrée en RDC depuis les années 50) menacée par la présence d'une ethnie rwandaise rivale (les Interahamwés) sur le sol congolais, la Communauté internationale devrait prendre ses responsabilités en lançant un sérieux mandat de désarmement des FDLR. Ainsi, ce prétexte honteux, que les ennemis du peuple Congolais ont trouvé pour commettre leurs abus en toute impunité, pourrait cesser.

---

1 Voir la Charte de la Monuc : <http://www.monuc.org/news.aspx?newsID=11549>

Cependant, les objectifs politiques du CNDP ont changé puisque Nkundabatware vise Kinshasa pour libérer un peuple qui ne lui reconnaît aucun droit. Par conséquent, nous autres, étudiants Congolais, demandons à la Communauté Internationale de pouvoir neutraliser les forces obscures du CNDP afin que règne la paix à l'est du Congo.

Dans un souci d'ordre et de justice, les étudiants Congolais recommandent à la Communauté internationale de travailler de concert avec le gouvernement de Kinshasa pour le désarmement des FDLR et de la LRA afin d'organiser une négociation afin que ceux-ci rentrent dans leurs pays respectifs sans délai. Par ailleurs, si le problème persiste, ce n'est que pour la simple raison que la souveraineté du Congo n'est pas reconnue à cause de la présence des ressources naturelles qui attise la cupidité des multinationales et de ces rebelles armés soi-disant défenseur du peuple. L'implication directe du Rwanda derrière la CNDP n'est plus à démontrer ; et le peuple Congolais prie de tous ses vœux que les coupables soit reconnus et accusé de crime contre l'humanité, si tant est que ce mot veuille encore dire quelque chose.

Nous demandons au futur président des Etats-Unis, Monsieur Barack Obama et à l'actuel Premier ministre de la Grande Bretagne, Monsieur Gordon Brown de ne pas soutenir les actions déstabilisatrices de l'administration Paul Kagame dans la région des Grand Lacs.

#### **ARGUMENTATION :**

Actuellement, le Rwanda est sous protectorat politique de l'Angleterre et des Etats-Unis. Ce qui n'implique pas un laisser aller ou une indifférence en cas d'actions déstabilisatrices de la région des Grands Lacs par le Rwanda. Nous savons très bien que les Etats-Unis ont endossé depuis des années le rôle d'arbitre en ce qui concerne les différents conflits dans le monde. La Grande Bretagne a toujours été l'allié inconditionnel des Américains. Pour ce faire, nous demandons d'une part au nouveau président américain Barack Obama et à l'actuel Premier ministre Gordon Brown de privilégier la paix dans la région des Grands Lacs tout en condamnant les responsables qui déstabilisent ladite région. Œuvrer pour la paix et le développement dans les régions déchirées par la guerre, c'est assurer un avenir meilleur pour la jeunesse du monde entier.

Fait à Bruxelles, le 10 décembre 2008

CONTACTS :

UNECOB : [www.unecob.net](http://www.unecob.net) [ [contact@unecob.net](mailto:contact@unecob.net) ]

CEC UCL : [ [cec.louvain@gmail.com](mailto:cec.louvain@gmail.com) ]

CONGO DEMAIN : [ [lwamba409@hotmail.com](mailto:lwamba409@hotmail.com) ]